



Revue de presse



Jeudi 09 Janvier 2025



Lutte contre l'informel

Le cash dans le viseur de l'Etat

Le gouvernement est en train de frapper fort à travers des mesures courageuses pour mettre fin à ce fléau.

Après la bureaucratie, le gouvernement déclare la guerre contre le marché de l'informel! Cette bataille, menée sur plusieurs fronts, vise à réduire drastiquement le poids d'une économie parallèle qui pèse près de 35% du PIB national et contrôle environ 40% de la masse monétaire du pays. Avec des mesures audacieuses et innovantes, l'Exécutif, sous l'impulsion du président Abdelmadjid Tebboune, met tout en oeuvre pour renforcer la transparence économique et asseoir les bases d'un développement durable. Au coeur de cette stratégie, le ministre des Finances, Laziz Faïd, joue un rôle central. Son arme principale? La numérisation du système financier.



[La capitalisation boursière dépasse les 600%](#)

[La Bourse à l'heure des titans](#)

C'est là une manière éloquent de montrer la voie aux autres entreprises algériennes et de les orienter vers une alternative de financement, autre que celle présentée par le secteur bancaire.

L'économie algérienne frémit...Le financement est là. Ce dernier, outre les circuits classiques, notamment bancaire, emprunte cette fois la voie royale de la Bourse, en attendant l'entrée en lice des fonds d'investissement. Ce constat, optimiste, est fait par le directeur général de la Société de gestion de la bourse des valeurs (Sgbv), Yazid Benmouhoub, qui indique qu'une véritable mutation du système financier en Algérie est en train de prendre forme.



[Réunion du gouvernement, Blanchiment d'argent et financement du terrorisme : L'Algérie renforce son cadre législatif](#)

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, aujourd'hui, mercredi 8 janvier 2025, une réunion du gouvernement, consacrée à l'examen de plusieurs projets de décrets exécutifs relatifs à la loi sur la prévention du blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

L'Algérie a mis en place une stratégie nationale de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (2024-2026), visant à renforcer son cadre législatif et institutionnel.



[Banques algériennes : Comment se prémunir des risques](#)

La stabilité du système bancaire est primordiale pour le développement de l'économie nationale, tributaire de l'existence de mécanismes de surveillance pertinents et efficaces.

La réglementation afférente à la solvabilité des banques a été révisée en 2014. Si elle est inspirée de la réglementation internationale, Asma Allouat, maître de conférences B à l'Ecole des hautes études commerciales, estime qu'il serait «judicieux d'évaluer son adéquation avec les principales évolutions en la matière».



La BDL annonce une offre de souscription attractive : Un aimant des fonds hors circuit bancaire

L'ouverture de capital de la Banque de Développement Local représente une étape stratégique, non seulement pour renforcer ses capacités financières, mais aussi pour jouer un rôle plus actif dans le financement de l'économie nationale.

Grâce à cette opération, la BDL espère capter de nouveaux investissements et étendre son impact économique à travers un large éventail de produits financiers adaptés aux besoins des particuliers et des entreprises. Le directeur général a dévoilé, hier, lors d'un point de presse, les grandes lignes de l'opération d'ouverture de capital de la banque, prévue à partir du 20 janvier.



Bourse d'Alger: le système digitalisé de cotation mis en place en 2025

Le nouveau système de cotation, permettant d'acheter et de vendre directement en ligne les titres cotés à la Bourse d'Alger, sera opérationnel durant l'année en cours, a déclaré mercredi à Alger le directeur général de la Société de gestion de la Bourse des valeurs (SGBV), Yazid Benmouhoub.

"Nous sommes actuellement dans la phase finale des essais du système digitalisé de cotation, avec l'ensemble des acteurs concernés, et nous comptons le mettre en service le plus tôt possible. Nous espérons le lancer au cours de cette année", a indiqué M. Benmouhoub sur les ondes de la Radio algérienne.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

APN : séance plénière jeudi consacrée aux questions orales

L'Assemblée populaire nationale (APN) tiendra, jeudi, une séance plénière consacrée aux questions orales adressées à des membres du Gouvernement, indique mercredi un communiqué de l'institution parlementaire.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La Cagex se lancera dans l'assurance des investissements nationaux à l'étranger

La Compagnie algérienne d'assurance et de garantie de l'exportation (Cagex), compte se lancer, cette année, dans l'assurance des risques liés aux investissements algériens à l'étranger, dans le cadre d'un programme de déploiement et de diversification de ses produits et services, a annoncé le PDG de cette compagnie publique, Zohir Laïche.



Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, un cadre juridique efficace

L'Algérie a mis en place un cadre juridique robuste pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, souligne le politologue Moussa Boudhane, dans le sillage de l'examen par le Gouvernement d'un décret exécutif de la loi relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Ce cadre juridique est principalement constitué de lois, de règlements et d'instructions émis par diverses autorités.



La Bourse d'Alger lancera un système de cotation en ligne

L'année 2025 marque un tournant majeur pour la Bourse d'Alger, avec l'introduction en Bourse de grandes entreprises, dont la Banque de développement local (BDL) qui a rejoint la liste des sociétés cotées, après le CPA.

Le directeur-général de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub, a souligné, mercredi sur les ondes de la radio, l'importance de ces événements pour le marché boursier et a évoqué les perspectives pour l'institution.



Les dividendes annuels liés aux actions de la BDL seront de 13%

«Les actionnaires de BDL devront bénéficier de dividendes annuels de l'ordre de 13% », a annoncé mardi à Alger le DG de la banque publique, Youcef Lalmas.

Et d'indiquer que «la souscription dans le capital de la Banque de développement local (BDL) via l'achat d'actions cotées sur la Bourse d'Alger constitue une opportunité spéciale».

Lalmas s'exprimait lors d'une conférence de presse conjointe avec le président de la Commission d'organisation des opérations de Bourse (Cosob), Youcef Bouznada, et le Directeur de la Société de gestion de la Bourse des valeurs (SGBV), Yazid Benmouhoub, le représentant du Centre des techniques d'information et de communication, Mohamed Akram Chikhi, en présence notamment du délégué général de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (Abef), Rachid Belaid. Lalmas a expliqué à ce propos que les participants dans l'opération d'augmentation du capital de la BDL, de 103,2 milliards (mds) de Da à 147,04 mds Da, à travers la souscription générale à la Bourse, bénéficieront «d'une garantie financière et un dividende important atteignant les 13%».



Le Brent a clôturé mardi à 77,05 dollars

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord continue sa progression prudente. Ainsi, , pour livraison en mars, il a gagné 0,98% et cédé à 77,05 dollars.

Les cours du pétrole ont pris de la vitesse mardi, poussés par des craintes sur l'approvisionnement depuis la Russie et l'Iran et par par ailleurs de la relative accalmie du dollar.



AADL 3 : Des prêts bancaires bientôt accessibles

Le président de l'Association professionnelle des banques, Mohand Bouraou, a révélé ce mercredi la possibilité d'accorder des prêts bancaires aux souscripteurs du programme de logements « AADL 3 » pour les aider à régler les premières tranches.

Lors de son intervention sur la chaîne Echourouk News, Bouraoui a indiqué, en réponse à une question concernant l'octroi de prêts aux souscripteurs d' »AADL 3", que les institutions financières travaillent à la mise en place d'un produit adapté à cette catégorie.



La Bourse d'Alger amorce sa mise à niveau

Passer du papier et des transactions manuelles aux modes de cotations digitalisés et en continu pour l'achat et la vente d'actions et autres valeurs mobilières en ligne, comme cela se fait couramment de par le monde, constitue l'un des défis majeurs que le marché boursier d'Alger se prépare désormais à relever pour accélérer sa mise à niveau et sa modernisation.

Une transformation numérique indispensable pour susciter davantage l'adhésion et la confiance des entreprises et des épargnants à l'égard des pratiques boursières et qui devra commencer à se concrétiser dès l'année en cours, selon le Directeur général de la Société de



Accord de partenariat entre l'Algérie et l'UE, un besoin accru d'une révision structurelle

Les relations économiques de l'Algérie ont été définies en 2002 par l'accord de coopération signé à Valence en Espagne, et entré en vigueur dès septembre 2005. Après deux décennies, la partie algérienne a estimé nécessaire de reconsidérer les termes de l'accord après une longue évaluation des résultats obtenus, ainsi qu'en rapport des changements aux niveaux régional et international, notamment l'évolution économique de l'Algérie.

L'Accord de partenariat contenait, en fait , des clauses différentes, qui concernent les préférences tarifaires pour les produits industriels, les produits agricoles, les produits de la pêche maritime et les produits transformés dit « aliments transformés ».

اجتماع الحكومة: دراسة مشاريع مراسيم تنفيذية وعروض تخص عدة قطاعات

درست الحكومة, في اجتماعها اليوم الأربعاء برئاسة الوزير الأول, السيد نذير العرباوي, مشاريع مراسيم تنفيذية واستمعت الى عروض تخص عدة قطاعات, حسب ما أورده بيان لمصالح الوزير الأول, فيما يلي نصه الكامل:

"ترأس الوزير الأول, السيد نذير العرباوي, اليوم الأربعاء 8 جانفي 2025, اجتماعا للحكومة خصص لدراسة عدد من مشاريع مراسيم تنفيذية للقانون المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتها والتي تندرج في إطار التزام بلادنا بالعمل على مواصلة الجهود لتعزيز فعالية المنظومة الوطنية للوقاية من تبييض الأموال وتمويل الارهاب وتمويل أسلحة الدمار الشامل وضمان مواعمتها مع المعايير الدولية ذات الصلة, لاسيما مع توصيات مجموعة العمل المالي .GAFI

المجلس الشعبي الوطني: جلسة علنية غدا الخميس مخصصة لطرح الأسئلة الشفوية

يعقد المجلس الشعبي الوطني غدا الخميس جلسة علنية يخصصها لطرح أسئلة شفوية على عدد من أعضاء الحكومة, حسب ما أورده اليوم الأربعاء بيان للمجلس.

وتخص الأسئلة الشفوية قطاعات الطاقة والمناجم والطاقات المتجددة, الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية, المالية, الثقافة والفنون, الاتصال, الأشغال العمومية والمنشآت القاعدية وكذا النقل.

الشركة الجزائرية للتأمين وضمان الصادرات تعزز إطلاق خدمة تأمين الاستثمارات الوطنية بالخارج

تعزز الشركة الجزائرية للتأمين وضمان الصادرات "كاجكس"، إطلاق خدمة التأمين على المخاطر المرتبطة بالاستثمارات الجزائرية بالخارج. خلال السنة الجارية، في إطار برنامجها الرامي لتنويع منتجاتها التأمينية، حسبما أعلنه الرئيس المدير العام للشركة العمومية، زهير لعيش.

وأوضح السيد لعيش في تصريح ل/واج، أن الشركة "في مرحلة تطوير منتج يرتقب إطلاقه سنة 2025، سيوفر تغطية مناسبة للمخاطر المرتبطة بوضعية المستثمرين الجزائريين بالخارج".



اجتماع الحكومة يدرس مرسوما تنفيذيا حول الوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب:

تحديد شروط التنازل عن الأملاك العقارية التابعة للدولة

درست الحكومة، في اجتماعها، أمس، برئاسة الوزير الأول السيد نذير العرباوي، مشاريع مراسيم تنفيذية واستمعت إلى عروض تخص مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب والتنازل عن الأملاك العقارية التابعة للدولة، وكذا تقدم مشاريع تحلية مياه البحر والتزويد بمياه الشرب.

أوضح بيان للوزارة الأولى أن اجتماع مجلس الحكومة الأسبوعي، خصص أمس في المقام الأول لدراسة عدد من مشاريع مراسيم تنفيذية للقانون المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتها، والتي تندرج في إطار التزام بلادنا بالعمل على مواصلة الجهود لتعزيز فعالية المنظومة الوطنية للوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل أسلحة الدمار الشامل وضمان مواءمتها مع المعايير الدولية ذات الصلة، لاسيما مع توصيات مجموعة العمل المالي "غافي".

بنك الجزائر في آخر نشرة إحصائية تخص الثلاثي الأول من 2024

نمو اقتصادي بـ4.2% وصادرات بـ12 مليار دولار

بلغ الناتج الداخلي الخام في الثلاثي الأول من 2024، أكثر من 9305.8 مليار دج بمعدل نمو اقتصادي حقيقي قدر بـ4.2% بالمائة، وسجلت الفترة ذاتها إحصاء أكثر من 12 مليار دولار من الصادرات و11 مليار دولار من الواردات.

أكدت النشرة الإحصائية للثلاثي الأول 2024، في إصدار حديث لبنك الجزائر، أن قيمة الصادرات الاجمالية في الثلاثي الأول من السنة الماضية، بلغت 12.17 مليار دولار من بينها قرابة مليار دولار (986 مليون دولار) صادرات خارج المحروقات، حيث بلغ إجمالي الإيرادات من المحروقات 11.11 مليار دولار ما يمثل 91.90 بالمائة من إجمالي قيمة الصادرات من بينها 3.8 مليار دولار حصة شركاء سوناطراك.

سيشكل تحوّل هاما نحو رقمنة الاقتصاد.. خبراء لـ"المساء"

الدفع الإلكتروني.. قاعدة لحركة الأموال في السوق الجزائرية

□ خطوة نحو امتصاص كتلة الأموال في السوق الموازية ومحاربة الغش

أكد خبراء في الاقتصاد والتجارة، أن اعتماد الدفع الإلكتروني في الجزائر سيشكل تحوّل هاما نحو رقمنة الاقتصاد بتسريع العملية خلال 2025، مشيرين إلى أن قرار الحكومة بتوسيعه هذه السنة سيكون له تأثيرات إيجابية عميقة بما في ذلك خفض نسبة التضخم وتوسيع القاعدة الضريبية، ومحاربة الاقتصاد الموازي والغش في المعاملات التجارية.

أوضح أستاذ العلوم الاقتصادية والتسيير والتجارة بجامعة تيبازة، خالد غاشي، في تصريح لـ«المساء» أمس، أن الدفع الإلكتروني سيساهم في تحسين كفاءة الاقتصاد وتقليل تكاليف المعاملات النقدية، وهو ما سيساعد على تقليل التضخم على المدى الطويل، خاصة إذا تم تعزيز الشفافية في الأسواق وضبط الأسعار، لكن ورغم ذلك يمكن أن يكون التأثير الأولي لذلك محدودا إذا لم ترافق الرقمنة بتحسينات هيكلية في الاقتصاد.

سيصبح شراء وبيع الأوراق المالية المدرجة فيها.. بن موهوب:

البورصة تضع نظاما لرقمنة التسعيرة قريبا

سيدخل النظام الجديد الخاص بالتسعيرة الذي يسمح بشراء وبيع الأوراق المالية المدرجة في بورصة الجزائر، مباشرة عبر الإنترنت حيز الخدمة خلال السنة الجارية، حسبما أعلنه المدير العام لشركة تسيير بورصة الجزائر يزيد بن موهوب. وقال بن موهوب، عبر أمواج الإذاعة الجزائرية أمس، إن البورصة حاليا في المرحلة النهائية من اختبار نظام الرقمنة مع جميع الفاعلين المعنيين، إذ تعتزم وضعه حيز الخدمة في أقرب وقت ممكن كما تنوي إطلاقه خلال السنة الجارية.



جانفي لانتهاؤ الأجال والإجراء يهدف إلى ضمان شفافية المعاملات

3 أسابيع أمام المستوردين والمصدرين للتسجيل رقمياً بالجمارك

تنتهي الأجال المحددة للتسجيل في المنصة الإلكترونية الجديدة "ALCES" الخاصة بالجمارك الجزائرية في 31 جانفي 2025، ما يضع جميع الفاعلين الاقتصاديين، بما في ذلك المصدرين والمستوردين، أمام ضرورة الإسراع في استكمال إجراءات التسجيل لضمان استمرارية معاملاتهم التجارية.

وأكدت المديرية العامة للجمارك، عبر الموقع الرسمي، أن التسجيل في قسم "تسجيل الشركات" على المنصة هو شرط أساسي لإجراء العمليات الجمركية، بما في ذلك التراخيص غير المتصلة بالإنترنت، مشددة على أن أي تأخير بعد هذا الموعد سيؤدي إلى تعطيل تنفيذ الصفقات والمعاملات. ويعد هذا الإجراء جزءا من التحول الرقمي الواسع الذي تشهده إدارة الجمارك ضمن خطة تطوير شاملة تهدف إلى تحديث الخدمات الجمركية وتحسين كفاءتها، وقد بدأ الانتقال التدريجي من النظام القديم "SIGAD" إلى النظام المعلوماتي الجديد "ALCES" في عام 2023 ليشمل جميع المكاتب الجمركية البحرية والجوية والبرية عبر التراب الوطني، ويعكس اعتماد هذا النظام رؤية استراتيجية تستند إلى تسهيل المعاملات التجارية، تعزيز الشفافية، وتقليل التكاليف الزمنية والمادية، مما يدعم بيئة الأعمال في الجزائر.



ارتفاع أسعار النفط والغاز ورغبة من الشركاء في زيادة المشتريات

أخبار السوق النفطية مطمئنة للحكومة مع بداية 2025

حمل العام الجديد أخبارا سارة للحكومة الجزائرية واقتصاد البلاد ككل، من خلال تعاف واضح لأسعار النفط والغاز، مورد الدخل الرئيسي للبلاد، حيث هو الأعلى منذ نحو 3 أشهر، مع تطلع زبائن تقليديين في القارة العجوز لزيادة الإمدادات من الجزائر. في هذا السياق، ارتفعت أسعار النفط الخام بشكل لافت مع مطلع العام الجديد، وبلغت مستويات هي الأعلى منذ شهرين، وبعد أن مرت بفترة من عدم الاستقرار وصلت بها إلى حدود 70 دولارا لبرميل خام برنت قبل عدة أسابيع، وهو المستوى الأدنى منذ نحو 3 سنوات.



الشركة الجزائرية للتأمين وضمان الصادرات تعلن:

إطلاق خدمة تأمين الاستثمارات الوطنية بالخارج خلال 2025

تعتمد الشركة الجزائرية للتأمين وضمان الصادرات "كاجكس"، إطلاق خدمة التأمين على المخاطر المرتبطة بالاستثمارات الجزائرية بالخارج، خلال السنة الجارية، في إطار برنامجها الرامي لتنويع منتجاتها التأمينية، حسب ما أعلنه الرئيس المدير العام للشركة العمومية، زهير لعيش.

وأوضح لعيش في تصريح لـ"واج"، أن الشركة "في مرحلة تطوير منتج يرتقب إطلاقه سنة 2025، سيوفر تغطية مناسبة للمخاطر المرتبطة بوضعية المستثمرين الجزائريين بالخارج."



شراء وبيع الأسهم في بورصة الجزائر مباشرة عبر الإنترنت

سيدخل النظام الجديد الخاص بالتسعيرة الذي يسمح بشراء وبيع الأوراق المالية المدرجة في بورصة الجزائر مباشرة عبر الإنترنت، حيز الخدمة خلال السنة الجارية.

وقال المدير العام لشركة تسيير بورصة القيم يزيد بن موهوب يوم الأربعاء للإذاعة العمومية:

نحن حاليا في المرحلة النهائية من اختبار نظام الرقمنة، مع جميع الفاعلين المعنيين. إذ نعتزم وضعه حيز الخدمة، في أقرب وقت ممكن خلال السنة الجارية.



محمد بوراي: البنوك الجزائرية تمتلك سيولة كافية وتمويل الاقتصاد يشهد نمواً ملحوظاً

أكد رئيس الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، محمد بوراي، اليوم الأربعاء، في تصريح خاص لقناة الشروق نيوز، أن البنوك الجزائرية تمتلك سيولة مالية كافية تقدر بآلاف المليارات من الدنانير، مشيراً إلى أن إجمالي قيمة التمويلات للبنوك بلغ 13 ألف مليار دينار جزائري .

وأوضح بوراي خلال استضافته في برنامج ضيف المورنينغ على الشروق نيوز، أن التمويلات الموجهة للشركات الخاصة بلغت 4686 مليار دينار، فيما خصصت 7227 مليار دينار للشركات العمومية، وهو ما يعكس الجهود المبذولة لدعم القطاعين الخاص والعام على حد سواء. كما أشار إلى أن تمويل الاقتصاد الوطني سجل نمواً يتراوح بين 7% و8% خلال عام 2024.



بورصة الجزائر: وضع نظام رقمنة التسعيرة سيتم سنة 2025

أعلن المدير العام لشركة تسيير بورصة القيم يزيد بن موهوب أنه سيدخل النظام الجديد الخاص بالتسعيرة الذي يسمح بشراء وبيع الأوراق المالية المدرجة في بورصة الجزائر مباشرة عبر الإنترنت حيز الخدمة خلال السنة الجارية .



تبييض الأموال وتمويل الإرهاب.. الوزير الأول يترأس اجتماعا للحكومة

ترأس الوزير الأول، نذير العرباوي، اليوم الأربعاء اجتماعًا للحكومة. خصص لدراسة عدد من مشاريع مراسيم تنفيذية للقانون المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال و تمويل الارهاب ومكافحتها.

كما تدرج في إطار الإلتزام بالعمل على مواصلة الجهود لتعزيز فعالية المنظومة الوطنية للوقاية من تبييض الأموال و تمويل الإرهاب. بالإضافة كذلك إلى تمويل أسلحة الدمار الشامل وضمان مواءمتها مع المعايير الدولية ذات الصلة. لاسيما مع توصيات مجموعة العمل المالي GAFI.

VULGARISATION CHEZ FAID

La Direction générale du budget vient d'éditer une publication intitulée *Budget citoyen 2025*. Ce document est présenté comme un outil de communication qui vise à simplifier les concepts de finances publiques et à renforcer la transparence entre le gouvernement et les citoyens.

Le document en question fournit un résumé simplifié sur des thèmes tels que les revenus, les dépenses, les priorités économiques et les programmes de développement. Il est téléchargeable sur internet depuis le site du ministère des Finances.



SELON LES STATISTIQUES DE L'ONS

Les prix ont baissé en novembre dernier

Selon un rapport récent de l'Office national des statistiques (ONS), l'indice national des prix à la consommation a baissé en novembre 2024. Le taux global de l'indice général des prix des biens alimentaires enregistre une baisse de (-0,6 %) à Alger, alors qu'une baisse de (-1,0%) est constatée au niveau national, en novembre 2024 par rapport au mois précédent.

Le même rapport rappelle que le même mois de l'année précédente s'est caractérisé par une hausse de 0,5% (en novembre 2023 par rapport à octobre 2023).

Et que la tendance baissière de (-0,6%) entre novembre 2024 et octobre 2024, résulte particulièrement de la baisse des prix des biens alimentaires qui affichent une variation de -2,7%. Les deux catégories de produits des biens alimentaires concernées par cette baisse sont les produits agricoles frais qui régressent de 3,8%, dont les plus concernés sont essentiellement, les légumes (-16,2%), les fruits (-8,9%) et à un degré moindre la pomme de terre et la viande de poulet, respectivement (-3,7% et -1,3%). Les prix des produits alimentaires industriels baissent de -1,3%. Cette

baisse est due, selon l'ONS, essentiellement, au recul du prix du café qui atteint un taux remarquable de -16,3%. Par contre, la même source précise que les prix des produits manufacturés marquent une hausse de 1,8 % et une relative stabilité (+0,1%) pour les services. C'est ce qui explique ces variations saisonnières, dont l'indice des prix à la consommation enregistre une hausse de 0,1%, au mois de novembre 2024, par rapport au mois précédent.

Et comparativement à l'année précédente, la variation des prix à la consommation du mois de novembre 2024 et par rapport au même mois de l'année 2023, est de +3,1%.

Quant au rythme d'inflation annuel, c'est-à-dire de décembre 2023 à novembre 2024 et de décembre 2022 à novembre

2023, il est fixé par l'Office national des statistiques à +4,4 %.

Le rapport définit ensuite l'évolution de l'indice des prix à la consommation par catégorie de produits. Ainsi, les chiffres signalent que les prix des biens alimentaires inscrivent une baisse de 2,7% en novembre 2024, ce qui représente un recul de prix plus important que celui observé au mois précédent (-0,1%). Cette baisse de (-2,7%), concerne les deux catégories de produits des biens alimentaires qui sont les produits agricoles frais qui affichent une baisse de 3,8%, due au recul des prix d'un certain nombre de produits, notamment, les légumes et les fruits respectivement (-16,2% et -8,9%) ainsi que ceux de la pomme de terre (-3,7%) et de la viande de poulet (-1,3%). En revanche, les prix de quelques produits ont augmenté, dont les poissons (+6,9%) et les œufs (+0,4%).

Quant aux prix des produits alimentaires industriels, ils se caractérisent par une baisse de 1,3%, ce qui est expliqué,

essentiellement, par la chute du prix du café qui se situe à un taux de -16,3%. Mais comparativement comparant novembre 2024 à novembre 2023, le rapport de l'ONS fait constater que l'évolution des prix des biens alimentaires enregistre une hausse de 1,5%. Les prix des produits agricoles frais enregistrent une variation de +3,5% avec une croissance de 11,9% pour la viande et les abats de mouton. D'autre part, les prix des biens alimentaires industriels accusent un taux de -0,8%.

Pour ce qui est des produits manufacturés non alimentaires et services, les prix affichent une augmentation de 1,8%, en novembre 2024 par rapport au mois précédent. Les services se caractérisent par une relative stabilité de 0,1%. Par ailleurs, en novembre 2024 et par rapport au même mois de l'année précédente, l'évolution des prix des produits manufacturés atteint un taux de +5,6%, et l'évolution des prix des services à +2,0%.

A. B.

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT
ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

L'Algérie veut se conformer aux exigences du GAFI

● Fin décembre dernier, le ministre des Finances, Laaziz Faid, avait affirmé que l'année 2025 sera une étape «charnière dans le processus d'approfondissement des réformes économiques et de soutien à la stabilité».

Vers une nouvelle réforme de la législation algérienne en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le gouvernement, réuni hier sous la présidence du Premier ministre, Nadir Larbaoui, a annoncé l'élaboration d'un nouveau décret exécutif visant à prendre en charge, notamment, les exigences du Groupe d'action financière (GAFI). «Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé une réunion du gouvernement consacrée à l'examen de projets de décrets exécutifs relatifs à la loi sur la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ce texte s'inscrit dans le cadre de l'engagement de notre pays à poursuivre les efforts visant à renforcer l'efficacité du système national de prévention du blanchiment d'argent, du financement du terrorisme et du financement des armes de destruction massive et à assurer sa compatibilité avec les normes internationales pertinentes, particulièrement avec les recommandations du Groupe d'action financière (GAFI)», indique un communiqué du Premier ministre.

L'Algérie, rappelons-le, a été mise, en octobre dernier, sur la «liste grise» du GAFI. Trois autres pays, en l'occurrence l'Angola, la Côte d'Ivoire et le Liban, figurent aussi dans cette liste qui identifie, selon le site de cet organisme, les pays «qui travaillent activement avec le GAFI pour remédier aux déficiences stratégiques de leur régime de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT)». Lorsque le GAFI place une juridiction sous surveillance renforcée, «cela signifie que le pays s'est engagé à résoudre rapidement les déficiences stratégiques identifiées dans les délais convenus et qu'il est soumis à une surveillance renforcée», lit-on sur le site.

Fin décembre dernier, le ministre des Finances, Laaziz Faid, avait affirmé que l'année 2025 sera une étape «charnière dans le processus d'approfondissement



Siège du ministère des Finances

des réformes économiques et de soutien à la stabilité». Intervenant lors d'une réunion du Comité national d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de prolifération des armes de destruction massive, le ministre avait cité, parmi les mesures à prendre, l'élargissement de l'assiette fiscale, contribuant ainsi à résoudre les principales faiblesses liées à l'économie informelle et à l'utilisation excessive de l'argent liquide.

UNITÉS DE DESSALEMENT : «MISE EN SERVICE DANS LES PROCHAINES SEMAINES»

Ces mesures s'inscrivent dans le cadre des efforts d'alignement sur les standards du GAFI. Afin de prévenir le blanchiment d'argent, le gouvernement

a élaboré, ces derniers mois, une série de textes législatifs, dont celui concernant la généralisation du paiement électronique et le paiement par chèque pour les gros achats. Par ailleurs, le gouvernement, lit-on dans le même communiqué, a examiné un projet de décret exécutif modifiant le décret exécutif n°18-153 du 4 juin 2018 fixant les conditions et les modalités de cession des biens immobiliers appartenant à l'Etat et des biens gérés par les Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Ce texte, ajoute la même source, vise l'amélioration et la facilitation des procédures administratives, en y apportant plus de souplesse afin de faciliter l'opération de cession au profit des acquéreurs légaux. L'Exécutif, lit-on dans le même document, a entendu

une communication concernant le «suivi de la mise en œuvre du programme de renforcement de la sécurité hydrique», à travers la mise en service des unités de dessalement de l'eau de mer. «Le gouvernement a entendu deux communications sur l'état d'avancement de la réalisation des cinq usines de dessalement de l'eau de mer qui devraient être mises en service dans les semaines à venir. Il a également examiné l'état d'avancement de la réalisation du barrage de Souk El Tleta, dans la wilaya de Tizi Ouzou, qui contribuerait à améliorer l'approvisionnement en eau potable au profit des habitants des wilayas de Tizi Ouzou, Boumerdes et Alger, avec une capacité de stockage pouvant atteindre 90 millions de mètres cubes par an», indique la même source. **Madjid Makedhi**

PHOTO : B. SOUMI

INVESTISSEMENTS NATIONAUX À L'ÉTRANGER

La Cagex partie prenante

- L'assurance des investissements nationaux à l'étranger viendra renforcer et diversifier la gamme de produits de la Cagex. Jusqu'ici, cet organisme offrait l'assurance-crédit à l'exportation, qui couvre les exportateurs contre les risques d'insolvabilité des acheteurs.

La Compagnie algérienne d'assurance et de garantie de l'exportation (Cagex) s'apprête à se lancer, dès cette année, dans l'assurance des risques liés aux investissements algériens à l'étranger, selon l'APS, qui cite le PDG de cette compagnie publique, Zohir Laïche. « Nous sommes en phase de développement d'un produit que nous comptons lancer en 2025 et qui offre une couverture appropriée pour prendre en charge les risques liés à l'installation des investisseurs algériens à l'étranger », a-t-il déclaré. Ce nouveau produit, le premier du genre, interviendra, rappelle-t-on, dans le sillage de l'augmentation du capital social de la compagnie en 2024, passé de 3 à 10 milliards de dinars, avec l'introduction du Trésor public comme actionnaire majoritaire. Cette hausse permet aussi à la Cagex d'assurer « une meilleure présence sur son marché, en se déployant dans les différentes régions du pays, et en proposant une offre plus diversifiée », souligne le même responsable.

DIVERSIFIER LA GAMME DES PRODUITS

L'assurance des investissements nationaux à l'étranger, a affirmé M. Laïche, viendra renforcer et diversifier la gamme de produits de la Cagex. Jusqu'ici, cet organisme offrait l'assurance-crédit à l'exportation, qui couvre les exportateurs contre les risques



En 2023, les flux nets sortants des investissements directs algériens à l'étranger avaient totalisé 84 millions de dollars

d'insolvabilité des acheteurs. En 2023, les flux nets sortants des investissements directs algériens à l'étranger avaient totalisé 84 millions de dollars, contre 71 millions une année auparavant, selon la même source, qui cite le rapport annuel de la Banque d'Algérie portant sur l'évolution économique et monétaire pour 2023. La Cagex est spécialisée dans l'accompagnement des exportateurs dans leurs stratégies de développement à l'international.

Outre l'assurance-crédit à l'export, les services de cette compagnie, rappelle-t-on, couvrent d'autres créneaux, à l'image de la prise en charge du risque politique pour le compte de l'Etat, l'accompagnement des acteurs économiques, en mettant à leur disposition les informations économiques et commerciales sur les marchés et sur les acheteurs et clients avec lesquels ils comptent réaliser leurs exportations. Le PDG de la compagnie a relevé

l'évolution « appréciable » des exportations algériennes non pétrolières ces dernières années. Tout en soulignant « les atouts dont dispose l'Algérie pour diversifier son économie et pénétrer les marchés étrangers, notamment africains ». S'agissant des résultats de la compagnie en 2024, il a fait part de la réalisation d'un chiffre d'affaires avoisinant les 150 milliards de dinars, soit une progression de 25% par rapport à l'exercice 2023. *A. Benyahia*

اجتماع الحكومة برئاسة العرابوي

إثراء تشريعات مكافحة تبييض الأموال ومكافحة الإرهاب

• نصوص جديدة لتسهيل التنازل عن أملاك الدولة

واستتمعت الحكومة، في إطار متابعة تنفيذ البرنامج الذي أقره رئيس الجمهورية لتعزيز الأمن المائي، إلى عرضين حول مدى تقدم إنجاز المحطات الخمس لتحلية مياه البحر التي ينتظر دخولها حيز الاستغلال خلال الأسابيع القادمة.

ووقف الاجتماع، حسبما أورده بيان للوزارة الأولى، على تقدم إنجاز سد سوق الثلاثة بولاية تيزي وزو، الذي من شأنه المساهمة في تعزيز خدمات التزويد بالمياه الصالحة للشرب لفائدة سكان ولايات تيزي وزو ويومرداس والجزائر، بقدرة تخزين تصل إلى 90 مليون متر مكعب سنويا. ح. أحمد

وتمويل أسلحة الدمار الشامل وضمان موافقتها مع المعايير الدولية ذات الصلة، لاسيما مع توصيات مجموعة العمل المالي "غافي".

ومن أجل "إضفاء مزيد من المرونة" لتسهيل عملية التنازل لفائدة المقتنين الشرعيين درست الحكومة مشروع مرسوم تنفيذي يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 18-153 المؤرخ في 4 جوان 2018 الذي يحدد شروط وكميافيات التنازل عن الأملاك العقارية التابعة للدولة والأملاك المسيرة من طرف دواوين الترقية والتسيير العقاري، وذلك بهدف تحسين الإجراءات الإدارية وتيسيرها.

• درست الحكومة، أمس، مشاريع مراسيم تنفيذية للقانون المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومشروع نص جديد يحدد شروط وكميافيات التنازل عن الأملاك العقارية التابعة للدولة.

ترأس الوزير الأول، نذير العرابوي، أمس، اجتماعا للحكومة، خصص لدراسة عدد من مشاريع مراسيم تنفيذية للقانون المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتها، تندرج في إطار التزام بلادنا بالعمل على مواصلة الجهود لتعزيز فعالية المنظومة الوطنية للوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger